

2001

Le Sommet des Amériques en avril 2001

Une plate-forme et un plan d'action pour mobiliser en masse contre le libre-échange et les coupures

Par Marc Bonhomme,
membre de l'exécutif du Parti de la Démocratie Socialiste



Après Seattle, Washington et Windsor, mais aussi après Bangkok et Genève, d'autres rendez-vous mondiaux se pointent à l'horizon. Il y aura Prague en septembre et surtout, du point de vue des peuples des Amériques, avant tout canadien et québécois, celui du Sommet des Amériques en avril 2001 à Québec dont le but est de concrétiser la ZLÉA. Rappelons que selon le Sommet de Santiago, en 1998, avait décidé que la ZLÉA doit devenir opérationnel dès 2005 et même arriver à des résultats concrets dès cette année.

Rappelons, aussi, que la ZLÉA sera dans ses grandes lignes une extension de l'ALÉ de 1988 entre le Canada et les ÉU, transformé en ALÉNA en 1993, la mère de toutes les ententes de libre-échange et qui reste, à ce jour, la plus complète. De dire le document de consultation du Québec sur la ZLÉA : « *[D]e nombreuses dispositions de cet accord vont bien au-delà de celles de l'OMC, lesquelles ont déjà bien du mal à être respectées par la plupart des pays d'Amérique latine. De ces dispositions de l'ALÉNA, mentionnons : l'investissement, les services, les droits de propriété intellectuelle, l'environnement et le travail.* ». On pourrait ajouter l'agriculture et l'énergie.

Dès les années 80, plusieurs peuples du tiers monde, Venezuela, Tunisie, Indes..., étaient descendus dans la rue en masse contre les Programmes d'ajustement structurel du FMI, visage de la mondialisation néolibérale — ou globalisation — dans les pays du tiers monde. L'insurrection zapatiste avait éclaté le jour même de la mise en vigueur de l'ALÉNA, le premier janvier 1994, pour ensuite à appeler à une Internationale de l'espoir qui commence peut-être à se concrétiser depuis Seattle. À travers la coalition « 50 ans, ça suffit ! » qui mobilisa à l'occasion du cinquantième anniversaire des institutions de Bretton

Woods, l'Europe se mobilisait à son tour directement contre les institutions de Bretton Woods.

Enfin, en novembre 1999 à Seattle, une convergence syndicale-populaire décentralisée du peuple américain contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), clef de voûte du nouvel ordre économique néolibéral, fut la goutte qui fit déborder le vase des fortes contradictions Nord/Sud et inter-impérialistes au sein même de l'OMC. En effet, la crise asiatique de 1997-99, qui sera peut-être retenue comme le commencement de la fin de l'offensive néolibérale — mais elle n'est pas terminée, loin de là, et elle pourrait rebondir si les peuples ne l'arrêtent pas — aura fait éclater au grand jour les critiques contre les institutions de Bretton Woods au sein même de l'*establishment*. Déjà l'échec de l'AMI, grâce à la simple action de réseaux d'internautes qui en auront forcé la transparence, avait souligné le début de l'épuisement de l'offensive néolibérale sous le poids principalement de ses propres contradictions.

Un tournant de la riposte étasunienne ?

Seattle aura aussi signifié un saut qualitatif de la contestation au sein de la superpuissance américaine où toute montée de la contestation interne a un immense effet de levier mondial. La convergence de Seattle, finalement assez modeste en nombre et quelque peu accidentelle — mais oh combien opportune ! — aura révélé aux peuples américain lui-même et du monde des changements qualitatifs au sein surtout du mouvement syndical et de la jeunesse américaine.

L'AFL-CIO, sous la poussée de la syndicalisation et de la combativité des non-blancs et des femmes dans les services, a commencé à rompre avec son alliance inconditionnelle avec la bourgeoisie américaine au nom de l'*américanisme*. Quant à la jeunesse post-secondaire, elle se mobilise de plus en plus contre les *sweat shop* à la Nike, exploitant principalement les jeunes femmes du tiers monde mais aussi les immigrantes des métropoles américaines.

Ces développements sont prometteurs à condition de ne pas oublier que la direction de l'AFL-CIO, malgré d'importants tiraillements internes, appuie toujours fermement les Démocrates et que sa contestation du libre-échange reste principalement protectionniste, avec même des relents anti-communistes, comme l'a montré sa malheureuse campagne contre l'adhésion de la Chine à l'OMC. Par rapport à Seattle, cette campagne a affaibli et divisé la mobilisation de Washington contre le FMI et la Banque mondiale malgré son succès relatif. Même le mouvement anti-*sweat shop* est avant tout contre les abus du néolibéralisme et n'est pas incompatible avec le protectionnisme.

Somme toute, les mouvements syndical et de la jeunesse demeurent récupérables par les manœuvres de la présidence démocrate qui propose un dialogue minimum avec la *société civile* en leur tendant la perche de la possible

inclusion de clauses sociales et environnementales dans les ententes de libre-échange. L'ampleur du vote en faveur de Ralph Nader, candidat présidentiel du Parti Vert en novembre, sera un bon baromètre pour mesurer l'influence profonde de Seattle versus la capacité de Démocrates de faire jouer le vote utile pour le moindre mal. Le gouvernement canadien va d'ailleurs dans le même sens que le gouvernement américain en ajoutant en prime un appui virtuel à la Taxe Tobin, votée par le parlement, et une volonté de réforme des institutions de Bretton Woods à travers le G-20 que préside son ministre des Finances.

Solide la ZLÉA ?

C'est le contexte dans lequel le train de la lutte contre le néolibéralisme arrive au Québec en passant par Windsor au printemps dernier. À la lumière de Windsor, le défi de Seattle est de taille. Si l'action directe et la désobéissance civile ont pu empêcher l'ouverture de la réunion de l'OMC à Seattle et perturber la réunion du FMI à Washington, ils n'ont pas dérangé celle de l'Organisation des États américains (OÉA) à Windsor. Le grand nombre n'était pas au rendez-vous. Par contre, les forces policières y étaient et y seront à Québec de plus en plus nombreuses et de plus en plus répressives.

Les organisations syndicales et populaires québécoises, mais aussi canadiennes et états-uniennes et peut-être même mexicaines, seront-elles capables de bloquer la ZLÉA par leur mobilisation à Québec en profitant au maximum des très importantes contradictions Nord-Sud, petits États versus grands États et surtout ALÉNA-Mercosur au sein des Amériques, mais aussi les contradictions au sein de la bourgeoisie américaine ? Le projet d'une ZLÉA n'est pas en effet très solide au départ. Bloquer la ZLÉA c'est aussi ébranler l'ALÉNA et renforcer les luttes nationales contre les politiques néolibérales, fort développées en Amérique du Sud, qui en sont le pendant national.

Les peuples et les classes dirigeantes latino-américaines et des Caraïbes ne sont pas sans s'être aperçus des conséquences de l'ALÉNA sur le peuple mexicain malgré la croissance de l'économie mexicaine des dernières années, tirée qu'elle a été par le boom spéculatif états-unien. Les peuples savent que la misère est au rendez-vous et les classes dirigeantes, les troubles sociaux sinon une crise systémique. Les luttes sociales dans les pays andins sont déjà quasi pré-révolutionnaires, particulièrement en Colombie et en Équateur, tandis qu'elles semblent reprendre dans le Cône sud, particulièrement en Argentine et en Uruguay. La ZLÉA jetterait de l'huile sur le feu.

Le Brésil, leader du Mercosur, résiste à une plus grande mainmise des ÉU. Sa relative force économique (un PIB plus grand que celui du Canada ou du Mexique), sa relative indépendance économique face aux ÉU (le commerce Brésil-UE est plus important que celui Brésil-ÉU), sa relative force géostratégique (épine dorsale du Mercosur) n'en font pas une proie aussi facile

que le Mexique. Ce n'est pas pour rien que le Mercosur est en train de négocier une entente de libre-échange simultanément avec l'UE et avec l'Afrique australe.

Les classes dirigeantes latino-américaines et des Caraïbes ne sont pas bien sûrs anti-néolibéral. Mais les conséquences sociales du néolibéralisme pourraient les mettre en danger tant les antagonismes sociaux en sont exacerbés. Pourtant elles ont moins d'options qu'auparavant : l'alternative, souvent populiste en Amérique latine, de la construction d'un capitalisme national sur la base de la substitution des importations a connu un échec total. Ne reste plus que la tentative de jouer les contradictions inter-impérialistes, surtout entre les ÉU et l'Union européenne (UE), pour se donner des marges de manœuvres afin de retenir pour eux le plus de fruits possibles de l'exploitation de leur peuple, ce qui leur donnerait, au besoin, plus de jeu au niveau de la gestion sociale de la misère et des inégalités.

Il n'est pas non plus acquis que la ZLÉA passe au Congrès américain comme du beurre dans la poêle. Si le Congrès a refusé jusqu'ici à la présidence la procédure dite du *fast track*, qui permet à l'exécutif d'accepter en bloc une entente de libre-échange sans possibilité d'amendement par le Congrès sauf à la rejeter en bloc, c'est que le Congrès, assemblée d'élus locaux retournant devant les électeurs à tous les deux ans, reflètent des intérêts locaux à la fois populaires et affairistes qui, pour la plupart, n'ont pas fait un bilan positif de l'ALÉNA, contrairement à Wall Street et aux transnationales qui, eux, sont branchés directement sur la présidence. Ces intérêts locaux et régionaux s'appuient sur une tradition d'isolationnisme devenue, avec l'hégémonisme, une tendance à l'unilatéralisme, au mieux au bilatéralisme, qui permet aux ÉU de faire jouer à plein son rapport de forces sans risquer une alliance anti-américaine toujours possible dans un cadre multilatéral.

De Seattle à Québec en passant par Washington et Windsor

Il est donc possible, à Québec, de mobiliser à un niveau suffisant pour bloquer la ZLÉA tout comme la mobilisation de Seattle a fait déraiper la ronde du millénaire de l'OMC. Mais cette fois-ci, il ne pourra pas y avoir d'effet de surprise comme à Seattle. D'une part, Québec sera transformé en forteresse policière. D'autre part, les gouvernements des Amériques, particulièrement les gouvernements canadien et québécois, multiplieront et subventionneront généreusement les lieux de dialogue, avant et pendant le Sommet, afin de diluer toute mobilisation de masse, dans la rue ou sous forme de grèves.

Cela veut dire que, d'une part, la désobéissance civile ne peut que jouer un rôle auxiliaire par rapport à la mobilisation de masse. Il faudrait, en fait, éviter que la désobéissance civile soit accaparée par des avant-gardes préparées mais favoriser que la grande masse des gens mobilisés participent à la désobéissance civile (sit-in, blocage) sous la direction de leurs organisations syndicales et

populaires. Mais à l'impossible nul n'est tenu. L'élément crucial, c'est la mobilisation en masse même sous des formes traditionnelles. C'est elle qui est centrale car nulle répression ne pourra masquer son ampleur si elle est au rendez-vous.

D'autre part, la consultation du gouvernement québécois, le Sommet des peuples et autres forum ne doivent pas devenir des substituts à la mobilisation, des lieux de diversion, mais des lieux de préparation de la mobilisation et de prolongement de celle-ci une fois le Sommet des Amériques terminé. Cette préparation et ce prolongement doivent être à la fois programmatiques (une plate-forme de mobilisation) et organisationnels.

En particulier, la consultation du gouvernement du Québec a manifestement pour but d'aligner les centrales syndicales et ONG nationales derrière lui. On y reconnaît la démarche du bon vieux partenariat des Sommets économiques. Le langage critique du document de consultation par rapport aux dangers pour la démocratie, l'égalité sociale et l'environnement — entremêlé toutefois de maints éléments dithyrambiques — étonne pour un gouvernement qu'on sait un chaud partisan du libre-échange. Il s'agit de séduire pour mieux tromper.

Cette consultation, qui a lieu dès le début de l'automne, peut être subvertie en plate-forme de lancement de la mobilisation contre la ZLÉA. Espérons que toutes les forces anti-néolibérales et anti-capitalistes profiteront de l'occasion, pour faire un mémoire qui soit une plate-forme, mais aussi pour se concerter et organiser des mini-mobilisations au moment des dépôts des mémoires... que l'on daigne ou que l'on ne daigne pas nous entendre en haut lieu.

La plate-forme du Sommet des Amériques : le partenariat pour le *globalisation à visage humain*

Que doit contenir cette plate-forme ? Faut-il reprendre la plate-forme du Sommet des peuples, « *Des alternatives pour les Amériques* », qui est en élaboration continue depuis le premier Sommet des peuples de Santiago en 1998 ?

Dans ce relativement long et indigeste document (65 pages) comportant des centaines de demandes implicites et explicites et rédigé dans une langue de bois administrative et diplomatique, il est possible de dégager ou synthétiser certaines revendications qui paraissent les plus importantes. Dans l'ordre des têtes de chapitre du document :

1. Droits humains

- 1.1. Signer et ratifier les déclarations et conventions des Nations Unies et de l'Organisation internationale du travail (OIT)
- 1.2. « Clause démocratique » dans les ententes commerciales...
- 1.3. Mettre sur pied un appareil international des droits humains

2. Environnement

- 2.1. Prépondérance des accords environnementaux sur ceux commerciaux
- 2.2. « *Internalisation graduelle des coûts environnementaux et sociaux découlant de la production non durable* »
- 2.3. Reconnaissance d'une dette écologique par les pays riches
- 2.4. Principe de précaution

3. Travail

- 3.1. Un mécanisme de décision sérieux pour appliquer les droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses relevant de l'OIT
- 3.2. Recyclage de la main d'œuvre excédentaire de sorte « *à ce que les 'perdants' [de la concurrence accrue] soient indemnisés.* »
- 3.3. Fonds de développement structurel semblable à celui de l'UE pour les pays moins riches
- 3.4. Mécanismes prévoyant l'élévation des normes de travail et la bonification des programmes sociaux « *avec la pleine participation non seulement des instances gouvernementales, mais également celle des organisations syndicales et patronales.* »

4. Immigration

- 4.1. Lois nationales plus compatissantes
- 4.2. Même droits que les natifs
- 4.3. Programme de développement pour les régions d'émigration

5. État-nation

- 5.1. « *[M]ettre sur pied des mécanismes de consultation permanents en matière de politiques intérieures et internationales.* »
- 5.2. « *[P]lanifier une stratégie économique fondée sur le consensus...* »
- 5.3. « *L'État a le mandat incontournable de créer les conditions qui favorisent la concurrence entre les entreprises du pays, tant sur le marché international que sur le marché national.* »
- 5.4. Accès à l'éducation et à la santé non lié à la capacité de payer
- 5.5. Un système d'éducation équilibré entre « *les besoins du marché et l'optique humaniste...* »
- 5.6. Priorité à l'alphabétisation et à l'éducation primaire et « *améliorer l'accès à l'éducation secondaire et post-secondaire...* »
- 5.7. Régimes de pensions publics qui seront des « *caisses d'épargne* ».
- 5.8. Respect de la souveraineté des provinces, états, etc.
- 5.9. Réglementation simple de la finance, de l'exploitation des ressources naturelles...
- 5.10. Droit de monopoles des entreprises publics dans certains domaines
- 5.11. « *Les achats de biens et services par l'État doivent être soumis à une concurrence ouverte et transparente... [...] ... les fournisseurs [nationaux] pourraient être tenus de présenter une soumission n'excédant pas un certain pourcentage de ce qu'offrent les soumissionnaires* »

étrangers [...] ou n'obtenir un statut privilégié que pour une période limitée. »

6. Investissement étranger

6.1. Priorité aux droits humains, syndicaux et environnementaux

6.2. « *[E]ncourager les investissements étrangers qui garantissent la création d'emplois de qualité, une production durable et la stabilité économique... [...] Offrir des mesures incitatives au réinvestissement des profits. »*

6.3. Droit d'avoir des « *politiques de développement national rentables* »

6.4. Droit de prescription de résultat (% de contenu local, embauche de personnel local, respect des normes de travail nationales)

7. Finance internationale

7.1. Annulation de « *la dette extérieure contractée par des dictatures militaires répressives...* » et annulation partielle de la dette résiduelle avec taux d'intérêt moins élevé.

7.2. Le FMI et la Banque mondiale « *doivent faire l'objet d'une restructuration en profondeur ou être carrément remplacées.* »

7.3. Réglementer les capitaux spéculatifs (imposition, durée minimale mais « *stimulants à l'investissement direct et productif.* »

7.4. Taxe Tobin de 0.25% qui rapporterait 300 milliards \$US administrée par l'ONU pour le développement économique et social

7.5. « *...pour les pays présentant des niveaux différents de développement [...] offrir un financement compensatoire permettant d'atteindre la capacité concurrentielle qu'exige l'intégration et d'accorder une aide financière pour les programmes sociaux.* »

8. Droits de propriété intellectuelle

8.1. Rejet de la propriété intellectuelle s'appliquant à la vie

8.2. « *Enjoindre les titulaires de brevets pharmaceutiques d'accorder obligatoirement des licences aux fabricants de médicaments génériques [...] contre paiements de redevances.* »

8.3. Des « *mesures particulières* » pour le transfert des technologies appropriées

9. Développement énergétique durable

9.1. Priorité à l'efficacité énergétique et à l'énergie non polluante

9.2. « *Moratoire sur l'exploration de nouveaux gisements de charbon, de gaz naturel et pétrole...* »

9.3. Suppression de l'obligation d'exporter des ressources en période de pénurie

10. Agriculture

10.1. Traitement particulier

10.2. Sécurité alimentaire

10.3. Réforme agraire

11. Accès au marché et règles d'origine

- 11.1. « *L'échéancier de réduction des tarifs doit s'accompagner de programmes visant à permettre aux industries nationales de devenir concurrentielles durant la phase de transition.* »
- 11.2. Traitement non-réciproque et préférentiel en faveur des pays pauvres
- 11.3. Abaissement des barrières non tarifaires qui sont au détriment des pays pauvres

12. Mesures d'exécution et règlement des différends

- 12.1. « *...des mécanismes efficaces de règlement des différends et de mise en application [sur la base de] procédures justes et démocratiques.* »

On aura compris que cet ensemble de demandes ne requiert pas le rejet du ZLÉA, donc du libre-échange qui en est le cœur, mais vise son humanisation. Si on est prêt à envisager peut-être la suppression du FMI et de la Banque mondiale (7.2), maintenant qu'une bonne partie des élites dirigeantes le font, il n'en est pas de même pour l'OMC et les accords régionaux de libre-échange. Il s'agit d'un projet de *globalisation à visage humain* pour reprendre l'expression du critique Walden Bello.

La plate-forme proposée par la direction du Sommet des peuples non seulement prend pour acquis la loi de la concurrence mais propose d'en améliorer le fonctionnement dans la cadre du marché mondial (ex. points 7.5 et 11.1). Ce serait même là le rôle « *incontournable* » de l'État (5.3). Si cette plate-forme propose davantage de services publics c'est pour améliorer la concurrence nationale notamment en matière d'éducation (5.5), qui pourrait n'être même pas gratuite dès le secondaire (5.6), et d'achats publics (5.11). Si les régimes de pensions doivent être publics ce seront quand même des Fonds qui investiront l'argent des travailleurs et travailleuses au moins en partie dans des compagnies privées pour améliorer leur compétitivité (5.7). Somme toute, la globalisation à visage humain promeut un État dont la mission est l'amélioration de la concurrence du capitalisme national pour mieux affronter le marché mondial.

Pour les pays pauvres (tous les pays des Amériques sauf les ÉU et le Canada), la plate-forme propose de taxer le capital spéculatif — la seule demande chiffrée du document — pour les aider à devenir plus concurrentiels (7.4 et 7.5). Il faudrait donc aussi subventionner les investissements directs dit productifs (7.3) afin que le développement national soit « *rentable* » (6.3). Le respect de la loi du profit est tel qu'il faudrait payer des redevances aux compagnies pharmaceutiques occidentales pour qu'elles donnent la permission, par exemple, à des compagnies d'Afrique australe de fabriquer à bon marché des

médicaments et vaccins anti-SIDA (8.2), alors qu'une hécatombe est en train de ravager ces pays ! On veut, somme toute, un utopique libre-échange égalitaire.

La plate-forme met de l'avant quelques demandes écologiques pertinentes (2.3, 2.4, 9.1, 9.2, 9.3) mais en même temps elle se tire dans les pieds en admettant une production non durable qu'il ne faudrait que mitiger et cela seulement graduellement (2.2). On est loin de la perspective tout à fait technologiquement réaliste d'arriver aux 3R (réduction, réutilisation, récupération) à 100%. Quant au gaspillage des travailleurs et des travailleuses mis à l'écart par la globalisation — les perdants — on se contente de réclamer une indemnisation (3.2) et non une pleine réintégration sans aucune perte économique et sociale, si toutefois il faut admettre leur mise à pied.

Si la plate-forme se préoccupe des nations autochtones, elle ne réclame pas pourtant leur droit à l'autodétermination. Mais elle n'a presque rien à dire sur la question des femmes. Pourtant, les politiques néolibérales les ont frappé de plein fouet. Mais les rédacteurs de la plate-forme ont fait leur auto-critique et promettent un chapitre supplémentaire.

On prétend pouvoir encadrer institutionnellement la ZLÉA dans des conventions, déclarations et chartes portant sur les droits humains, sur l'environnement et sur les droits des travailleurs et travailleuses (1.1, 1.2, 1.3, 2.1, 3.1) mais en même temps les peuples n'auraient le droit que d'être consultés (5.1). On va jusqu'à cautionner le mécanisme de règlements des différends de l'ALÉNA à condition qu'il soit plus transparent (12.1). Et nous qui croyons vivre dans une démocratie ! On se serait attendu à des recommandations visant à faire de la démocratie formelle une démocratie réelle. À la place, on prône un gouvernement par les juges d'instances internationales et non par le renforcement des institutions démocratiques nationales et surtout la mise sur pied d'institutions démocratiques internationales.

Des États riches impuissants ?

De toute façon, toutes ces demandes d'humanisation de l'inacceptable libre-échange ne seraient que des positions de départ dans un dialogue à trois pour aboutir à un consensus (5.2, 3.4). L'expérience amère des Sommets à la québécoise laisse entrevoir où aboutira ce consensus. D'un côté de la table se trouvent les porte-parole du monde du travail qui ont déjà capitulé sur le fond — afin d'être reconnus comme interlocuteurs valables par les deux autres parties — et de l'autre ceux du patronat et du gouvernement... à moins de croire à l'arbitrage neutre de l'État.

L'État des citoyens et des citoyennes — une poignée de plus en plus concentrée de capitalistes et une masse sans pouvoir de prolétaires — votant de temps à autre, ne carburent-ils pas à l'Argent, tout comme d'ailleurs les partis politiques

officiels? Sont-ce les braves citoyens et citoyennes qui sont les créiteurs de l'État et les bailleurs de fonds des partis officiels ? Le seraient-ils en partie, dans les pays riches par exemple, sont-ce eux et elles qui sont en mesure de confronter une bureaucratie possédant les réseaux, le savoir... et l'accès à l'Argent (et aux bonnes places) des capitalistes ? Somme toute, l'État capitaliste, s'il n'est pas nécessairement celui d'une clique de capitalistes, l'est donc certainement de la classe capitaliste. Il n'est pas neutre.

C'est donc dire toute l'importance politique cruciale de la dette publique — et de la dette extérieure dans le cas des pays pauvres puisque la dette extérieure privée est socialisée en cas de crise comme l'a démontré la crise asiatique — comme outil de contrôle de l'État par le capital. Les gouvernements, loin d'être des victimes du capital financier, ont mis en œuvre avec zèle les politiques néolibérales, allant des coupures drastiques dans les dépenses sociales (le déficit zéro relayé par la baisse des impôts) jusqu'aux privatisations du secteur public en passant par la libéralisation du commerce et des capitaux et par la déréglementation du marché du travail, de la politique environnementale et des transports et communications.

Ce sont toujours les États riches qui dirigent le monde même si c'est de plus en plus par l'intermédiaire d'accords de libre-échange contraignants — contraintes librement consenties — et d'institutions mondiales, des institutions de Bretton Woods jusqu'à l'ONU, qui ne sont que des fédérations hiérarchisées d'États largement dominées par une poignée d'États riches. Que serait en effet le pouvoir du capital financier et des transnationales sans l'encadrement de la société par un système répressif étatique, dit de justice, qui lui n'a pas subi de coupures — comme on l'a vu à Seattle, Washington et Windsor — et sans la régulation du monde par les armées de quelques grandes puissances, en particulier celle des ÉU — comme on l'a vu et on le voit toujours en Iraq et en Yougoslavie — dont les budgets ont recommencé à augmenter presque partout dont au Canada ?

C'est

- à cause de cette hiérarchie, formalisée au Conseil de sécurité de l'ONU (sièges permanents et droits de veto des 5 vainqueurs de la Deuxième Guerre) et dans la répartition des votes au FMI (le G-7 détient près de 50% des votes) mais non pas moins réelle à l'OMC — pensons à la *chambre verte à Seattle* — et à l'OÉA dont les ÉU tiennent Cuba à l'écart malgré les vœux de la majorité des États latino-américains et même du Canada ;
- mais aussi et surtout à cause de la dictature des créiteurs du *Nord* sur les débiteurs du *Sud* et de l'*Est* par la dette extérieure ;
- à cause des rapports de prix du marché mondial favorisant largement les produits de haute-technologie des pays riches sur les produits primaires, semi-transformés ou de basse technologie (textiles, vêtements, chaussures, assemblage électronique...) des pays pauvres ;

□ à cause aussi de la domination de l'économie du *Sud* et de plus en plus de l'*Est* par les transnationales, en très grande majorité du *Nord*, que les pays riches ou développés ou du Nord ou du Centre sont appelés **impérialistes** par rapport aux pays pauvres ou sous-développés ou du Sud et de plus en plus de l'*Est* qui en sont **dépendants**.

Un nouvel impérialisme : le globalisme

Il n'est pas dit que la présente restructuration des rapports sociaux mondiaux, politiques et économiques, suite à la disparition de l'URSS n'inaugure pas une nouvelle phase de l'impérialisme après celles du colonialisme et du néocolonialisme d'après la Deuxième Guerre mondiale. Les États impérialistes, comme agents du capital financier et des quelques centaines de transnationales qui dominent l'économie mondiale, n'essaient-ils pas d'instaurer un nouveau colonialisme ? Ce projet réactionnaire est rendu possible parce que l'impérialisme n'a plus dans les jambes de significatifs mouvements révolutionnaires ni de libération nationale que l'Ex-URSS soutenait, non pas au nom de l'internationalisme socialiste qu'elle avait trahi depuis longtemps, mais dans le cadre de sa lutte contre les ÉU et l'OTAN pour préserver son système bureaucratique — mais économiquement inefficace — et son glacis protecteur de l'Europe de l'Est.

Ce nouveau projet colonialiste, qu'on pourrait qualifier de globalisme, consiste à laisser aux pays dépendants l'enveloppe de l'indépendance nationale — *le flag su'l hood* pour parler comme Jean Chrétien — vidée de tout contenu stratégique. La division internationale du travail, les rapports de prix, l'allocation des investissements et des prêts seraient sous la responsabilité d'institutions mondiales, surtout financières et commerciales, contrôlées par les puissances impérialistes sans reddition de compte à des assemblées élues. Au mieux y aurait-il des forum de consultation des organisations de la soi-disante *société civile* comprenant les directions syndicales et d'ONG mais incluant surtout les organisations patronales. Pensons à la dernière rencontre de Davos mais aussi à la structure institutionnelle du Sommet des Amériques.

Au États dépendants, mais aussi jusqu'à certain point aux États impérialistes les plus faibles, serait laissée la gestion des politiques sociales et culturelles dans le respect des contraintes des ententes de libre-échange dont le pilier serait la libre circulation des capitaux, que ce soit sous forme d'argent ou de marchandises, mais un contrôle serré de la circulation des humains et de leurs idées potentiellement lucratives (sciences et technologie).

À cet égard, on reste étonné de la timidité des revendications de la plate-forme de la direction du Sommet des peuples par rapport à l'immigration (4.1 à 4.3) et à la propriété intellectuelle (8.1 à 8.3). Mais quand on ne soulève même pas la question du plein emploi, en réclamant la baisse du temps de travail sans

diminution du salaire — donc qu'on accepte le chômage endémique — et qu'on rend un culte au veau d'or du profit et de la concurrence, faut-il s'étonner de la pusillanimité de cette plate-forme par rapport à la libre circulation des hommes et des femmes, en commençant par le droit de refuge, et par rapport à la propriété des idées qu'on accepte sauf pour la vie — ouf ! — et sauf pour donner une aide aux pays dépendants pour que leurs entreprises deviennent elles aussi capables de s'approprier les idées !

Finalement, la clef de voûte de ce nouvel impérialisme en devenir : en cas d'incapacité des directions politiques de ces États dépendants à gérer les rapports sociaux dans l'intérêt du capital serait prévu un mécanisme d'intervention, mélange de carotte socio-économique et de bâton militaire, régi par un droit international basé sur l'interventionnisme humanitaire, substitut à l'œuvre civilisatrice du colonialisme d'antan.

De quelle libre circulation parle-t-on ?

De nulle façon la plate-forme du Sommet des peuples ne va à l'encontre de l'émergence de ce nouvel impérialisme. Au contraire, elle propose aux forces capitalistes une *meilleure* méthode pour arriver au globalisme, une méthode qui va rallier les peuples travailleurs et la bourgeoisie des pays dépendants. Il n'est pas dit que le grand capital n'y puisera pas quelques éléments si la marmite sociale bouille trop fort. Et elle commence à faire de gros bouillons en Amérique latine.

Ce sont ces bouillonnements que reflètent les demandes du nouveau président élu du Mexique, un ultra-néolibéral s'il en est. Vincente Fox propose en effet un fonds compensatoire de 10 milliards \$, dont on retrouve le principe dans la plate-forme du Sommet des peuples (point 3.3). Mais surtout, bien au-delà de ce que propose la plate-forme du Sommet des peuples, Fox propose la libre circulation des travailleurs et travailleuses d'ici 10 ans.

C'est là une totale subversion du libre-échange car le libre-échange est bien entendu celui du capital et non celui des hommes et des femmes, l'esclavagisme ayant été historiquement vaincu deux fois plutôt qu'une (au haut moyen âge puis au XIX^{ie} siècle) même si la force de l'offensive néolibérale fait resurgir l'esclavage des enfants principalement en Asie du Sud.

Car, en effet, pour que les forces du capital dominant elles doivent circuler plus librement que les forces du travail afin d'opposer ces dernières les unes aux autres, nation contre nation, ou afin de fuir si les forces du travail arrivent à se coaliser nationalement contre elles. Et plus le capital, sous forme d'argent et de marchandises, circule librement, plus le mouvement des travailleurs et des travailleuses (et de leurs idées) est entravé, plus la domination du capital est forte.

Paradoxalement, il faut appuyer les deux revendications de Vincente Fox face à Jean Chrétien qui les rejette du revers de la main, parce qu'elles sont un reflet déformé des luttes du peuple mexicain, mais s'opposer à la direction du Sommet des peuples parce qu'elle est une tentative de leur part d'empêcher l'enclenchement d'une mobilisation anti-impérialiste et anti-capitaliste de fond.

La plate-forme du Sommet des peuples, contiendrait-elle 5, 10 ou 20... idées progressistes qui mériteraient d'être appuyées une à une, elle est globalement, dans sa finalité, un outil de contrôle des travailleurs et des travailleuses pour les empêcher de mettre en échec le globalisme. D'où sa stratégie de partenariat avec le patronat et les gouvernements habilement masquée par une tactique de désobéissance civile élitiste. Cette tactique à la limite pourrait d'ailleurs aller jusqu'à des manifs ou des grèves, ponctuels et contrôlés, sous des mots d'ordre décidés en haut lieu quand le dialogue bureaucratie – patronat – gouvernements est rejeté ou est dans un cul-de-sac.

Frapper l'impérialisme et le capital financier et transnational

Il nous faut une plate-forme qui vise à mobiliser le plus grand nombre de prolétaires, travaillant, en chômage ou exclus, de la façon la plus active et imaginative possible, et dans une perspective de lutte continue pour arrêter puis vaincre le globalisme.

En Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, cela signifie d'abord d'empêcher la ZLÉA et sur cette lancée de renverser les politiques imposées ou inspirées par le FMI. En Amérique du Nord, cela signifie mettre en échec l'ALÉNA en renversant les politiques néolibérales de coupures, de privatisations, de déréglementation et de libéralisation qui en découlent au Québec, au Canada, aux ÉU et au Mexique.

Pour mobiliser, à court et à long terme, la plate-forme, et le plan d'action qui en découle, doivent être simples, c'est-à-dire courts et immédiatement compréhensibles. Ils doivent répondre clairement aux besoins immédiats et urgents des classes populaires. Finalement, ils leur faut proposer des moyens qui correspondent aux capacités financières et aux limites de temps des gens et de leurs organisations étant donné le rapport de force actuel.

C'est d'ailleurs l'orientation que prend sur le terrain le mouvement mondial contre le néolibéralisme qui met de l'avant des revendications comme l'annulation de la dette du tiers monde, la taxe Tobin, le démantèlement du FMI et de ses programmes d'ajustements structurels (PAS), le non-brevetage de la vie, le transferts technologiques gratuits. Toutes ces revendications sont dirigées contre les gouvernements des pays impérialistes, ou contre les institutions mondiales sous leur contrôle, pour les forcer à frapper au cœur le noyau dur des

forces capitalistes menant la charge néolibérale : le capital financier et les transnationales.

Bien sûr, étant donné un rapport de forces très défavorables même s'il s'améliore, plusieurs organisations porteuses de ces revendications mettent de l'eau dans leur vin de peur d'être rejetées par les faiseurs d'opinion à la solde des monopoles médiatiques mais aussi parce que trop influencées par des préjugés de riches.

Par exemple, au lieu de revendiquer la simple annulation de la dette du tiers monde, on revendique seulement celle des pays les plus pauvres et/ou minimalement *démocratique*, laissant au FMI la définition de la pauvreté et de la démocratie. C'est d'ailleurs là le point de vue de la direction du Sommet des peuples (point 7.1).

Le résultat finit par être un appui critique, au moins momentané, aux manœuvres du FMI qui recycle ses PAS, plus quelques bonbons, en *Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté*, ou à celles du G-7 qui promet mers et mondes en effacement de la dette mais qui n'accouche que d'un minable 3 ou 4 milliards \$ de radiation (sur une dette totale du tiers monde de 2 300 milliards \$), financés d'ailleurs par les peuples travailleurs des pays impérialistes, en faveur des 41 pays pauvres très endettés (PPTÉ).

Pendant ce temps, la confusion et une certaine démobilisation se sont installées à la base. On se demande d'ailleurs pourquoi il faudrait laisser au capital financier la responsabilité stratégique de la récolte des épargnes, des individus comme des entreprises, et, ce qui en découle, de la répartition des investissements ? Un programme complet devra revendiquer l'expropriation des banques et autres institutions financières.

On retrouve la même ambiguïté au sujet de la taxe Tobin — la taxation des transactions sur le marché monétaire internationale — qui en elle-même ne ferait qu'aider le globalisme à contrôler la trop rapide et trop volumineuse circulation des capitaux spéculatifs à court terme qui, par exemple, ont été les déclencheurs de la crise asiatique de 1997-99. Mais l'idée de fond de taxer lourdement les revenus générés par les placements de capitaux doit être retenue.

Pourquoi aussi se limiter à condamner le brevetage de la vie alors que c'est toute la question de la propriété intellectuelle qui permet la mainmise du capital sur les idées, summum de l'évolution de la vie. C'est toute propriété des idées, y compris la science et la technologie, qu'il faut bannir quitte à compenser, généreusement s'il le faut, les inventeurs et les organisations au sein desquelles ils travaillent, que d'ailleurs le secteur public doit se réapproprier. D'ailleurs un tel arrangement institutionnel est absolument nécessaire pour que les transferts technologiques deviennent gratuits.

Suffit-il de réclamer l'abolition ou pire, la réforme, des institutions de Bretton Woods et de tous les programmes et accords qui en découlent alors que la mondialisation de la science, de la technologie, principalement dans le domaine du transport et des communications, et de l'économie est on ne peut plus réelle et bénéfique à l'humanité tant la mondialisation augmente la productivité du travail et enrichie les arts et la culture ? Le temps est venu de commencer à construire un gouvernement mondial démocratique contrôlé par les peuples travailleurs.

Unité organique des peuples des pays impérialistes et dépendants

Reste que la faille majeure de l'actuel mouvement anti-néolibéral c'est de ne pas prendre en compte les intérêts immédiats et pressants des peuples travailleurs des pays impérialistes. Pourtant, pour vaincre le l'impérialisme et ses institutions internationales, ce qui n'est pas rien, il faudra bien mobiliser à fond tous les peuples de la terre en commençant par ceux qui sont dépositaires des plus anciennes traditions de solidarité et de luttes anti-capitalistes, ce qui leur vaut aujourd'hui d'être superbement organisés même si ces organisations, pour l'instant, restent prises au piège de la concertation avec les forces capitalistes des pays riches, qui auront su les amadouer par les concessions des *trentes glorieuses* qui ne cessent cependant de s'effriter.

Les peuples travailleurs des pays impérialistes pourront, par solidarité, appuyer les luttes des peuples des pays dépendants. Mais ces mobilisations resteront toujours étroites malgré de belles exceptions comme par exemple la grève d'une journée des débardeurs de la Côte ouest des ÉU au moment des manifestations de Seattle. Pourtant, les prolétaires du Canada, des ÉU, de l'Union européenne (UE), du Japon et de quelques autres pays sont aussi frappés de plein fouet par les politiques néolibérales découlant du libre-échange.

Oui, mais leur situation n'est-elle pas incomparablement meilleure que celle des peuples des pays dépendants ? Oui, encore que la situation des personnes exclues n'ait rien de rose, mais justement parce qu'ils sont *en arrière* dans la course vers le fond du baril, ces prolétaires ont plus de marge de manœuvre pour s'organiser contre l'ennemi commun. Leur apport est crucial. Et pour qu'ils se mobilisent à fond, il faudra qu'ils le fassent sur la base de leur opposition aux politiques néolibérales réellement existantes dans leur État ou nation respectifs.

Au Québec et au Canada, avant 1994, le néolibéralisme avait surtout pris la forme de l'imposition du libre-échange, soit l'Accord de libre-échange entre les ÉU et le Canada en 1989, puis l'ALÉNA en 1993 ; d'une série d'importantes privatisations de compagnies d'État (Air Canada, Pétro-Canada, Canadien National) ; et de la déréglementation du transport routier et aérien, et des lois environnementales. Depuis 1994, cependant, le néolibéralisme québécois et canadien réellement existant a surtout pris concrètement la forme d'une

réduction massive des dépenses sociales et environnementales qui, n'en doutons pas, ouvrent la porte à d'importantes privatisations des services publics proprement dits déjà mises en branle par les gouvernements Harris et Klein.

Rappelons, qu'en 1999, les contribuables du Québec payaient 20 milliards \$ de plus en impôts et taxes qu'en 1994, soit l'équivalent de deux fois le budget de l'éducation ou une fois et demie le budget de la santé, sans qu'aucun sous ne soit allé aux dépenses sociales et environnementales. La totalité de ces 20 milliards \$ a été englouti par le trou noir des intérêts sur la dette publique. En effet, la politique du déficit zéro, devenu depuis celle du remboursement de la dette et de la baisse des impôts, a fait en sorte que tous les impôts nouveaux perçus entre 1994 et 1999 se sont substitués aux emprunts pour payer les intérêts sur la dette publique qui eux n'ont pas diminué.

Rappelons, enfin, que cette immense dette publique est due non pas à l'égoïsme des vieilles générations qui refileraient la facture aux jeunes générations mais bien au refus des riches et des compagnies à payer leur juste part d'impôt, refus combiné aux ralentissements de leurs investissements, d'où une moindre assiette fiscale et de plus lourds frais de gestion sociale, suite à la crise de rentabilité des deux dernières décennies.

Une plate-forme simple s'adressant aux besoins immédiats du peuple travailleur

Une plate-forme de mobilisation qui s'adresse au peuple québécois devra donc contenir, en plus de revendications clefs adressées à tous les peuples des Amériques, des revendications spécifiques contre les politiques néolibérales *made in* Québec. Les revendications anti-ZLÉA et pour le renversement des politiques néolibérales pourraient être :

- Rejet de tout accord de libre-échange actuel et futur, amendé ou non, en commençant par la ZLÉA puis l'ALÉNA ;
- Démantèlement des institutions de Bretton Woods et de l'organisation du Sommet des Amériques ;
- Effacement *inconditionnel* de *toutes* les dettes internationales des pays dépendants, publiques et privées, c'est-à-dire de tous les pays des Amériques sauf les ÉU et le Canada ;
- Élimination complète des paradis fiscaux, en particulier ceux des Caraïbes et d'Amérique centrale, et renvoi des fonds dans les pays d'origine ;
- Gratuité totale et immédiate des technologies vitales à la survie de l'humanité (anti-SIDA, efficacité énergétique et énergies douces, anti-pollution...) et gratuité générale d'ici 10 ans ;
- Démocratisation de l'ONU qui doit cesser d'être un appendice des grandes puissances impérialistes ;

- annulation du droit de veto et des sièges permanents et soumission complète du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale,
- transformation de l'Assemblée générale en assemblée des peuples élue à la proportionnelle sur la base de l'égalité des genres et des nations ;
- Financement d'une ONU démocratisée, dont la priorité sera le développement social égalitaire de l'humanité, par la taxation des flux internationaux de capitaux mais surtout par l'imposition supplémentaire des profits des banques et des transnationales ;
- Financement substantiel par l'ONU et par les États de programmes d'action positive envers les femmes et les minorités non-blanches jusqu'à ce que leur scolarisation, leur participation au marché du travail et leurs salaires soient égaux aux hommes et aux blancs.

Plus spécifiquement pour les Amériques :

- Fin du blocus de Cuba et sa réintégration dans l'OÉA ;
- Fin de l'intervention militaire américaine en Colombie et en Équateur ;
- Reconnaissance du droit à l'autodétermination complète des nations autochtones, des Afro-Américains et des autres nations opprimées comme le Québec et l'Acadie ;
- Réforme agraire au bénéfice des paysans et non des agro-exportateurs

Le plus crucial, cependant, reste la mobilisation du peuple québécois et canadien contre *le néolibéralisme réellement existant* au Québec et au Canada, si l'on veut que la mobilisation contre la ZLÉA à Québec soit massive.

C'est pour cela, croyons-nous au Parti de Démocratie Socialiste (PDS), que s'impose une campagne pour « *un réinvestissement d'au moins 10 milliards \$ maintenant pour combler le déficit social et environnemental* » comme moyen par excellence de faire la liaison stratégique entre la lutte contre le néolibéralisme et le libre-échange, thème de la mobilisation contre le Sommet des Amériques, et la lutte pour la satisfaction des besoins vitaux et pressants du peuple québécois, préoccupations centrales des syndicats et groupes communautaires.

Ce réinvestissement massif devrait être financé par soit le gel du remboursement de la dette publique, soit par une imposition supplémentaire suffisante des profits des entreprises, des revenus des riches et de leur patrimoine.

Ce réinvestissement massif suppose aussi qu'il revient au peuple québécois de choisir en toute autonomie, sans ingérence fédérale, la voie de son développement social et économique. Le gouvernement canadien s'y refuse totalement comme l'indiquent tant sa récente loi dite de la « clarté » qui nie pratiquement au Québec son droit national à l'autodétermination, son refus de toute modification constitutionnelle reconnaissant le Québec comme nation, que

la charcutage de la loi 101 par la Cour Suprême canadienne depuis plus de 10 ans.

En effet, pour affronter la dure compétition sans filet du marché mondial, surtout contre les ÉU dans le cadre de l'ALÉNA, la bourgeoisie canadienne exige un Canada fort et centralisé — témoin le débat sur les normes pan-canadiennes pour la santé — construit autour de l'idéologie d'une supposée unique nation canadienne — témoin le culte du drapeau à l'américaine — qui inclut de force les nations québécoise, acadienne et autochtones emprisonnées dans l'État canadien.

La lutte pour un réinvestissement massif dans les dépenses sociales et environnementales nécessitent que le peuple travailleur puisse librement s'organiser en syndicats et en organisations populaires. Comment mobiliser efficacement sans organisation ? Non seulement le gouvernement québécois multiplie-t-il les lois matraques contre celles et ceux qui osent lutter contre les politiques néolibérales — exemple la lutte des infirmières de 1999 — mais il s'apprête à modifier le Code du travail pour faciliter au patronat la désyndicalisation par l'intermédiaire de la sous-traitance dans laquelle il faut ranger, n'en doutons pas, la privatisation à la pièce des services publics. Qu'en aux organisations populaires, il essaie de les contrôler en les asphyxier de leur financement statutaire pour plutôt les subventionner à la petite cuillère par projet devant se conformer aux priorités de l'État.

Donc, comme plate-forme de mobilisation québécoise :

- Réinvestissement d'au moins 10 milliards \$ maintenant pour combler le déficit social et environnemental ;
- Gel du paiement des intérêts sur la dette publique tant au niveau fédéral que québécois ;
- Réforme fiscale qui taxe lourdement les profits, les revenus élevés, l'accumulation de richesse et la consommation de luxe.
- Indépendance du Québec
- Aucune restriction au droit de se syndiquer et de faire grève
- Financement statutaire à long terme des organisations populaires

Cette plate-forme doit être comprise dans la perspective d'une Amérique libérée de la dictature du capital financier et des transnationales. Les buts sont donc des Amériques démocratiques, unies et anti-capitalistes sur la base du respect de du droit à l'autodétermination des nations.

Une telle plate-forme, simple, claire et qui s'adresse aux préoccupations et angoisses du peuple travailleur québécois devrait résulter en une mobilisation massive si, et seulement si, les militants et militantes des syndicats et groupes populaires la reprennent à leur compte pour qu'elle devienne, tout au moins dans

son orientation fondamentale, la plate-forme de mobilisation syndicale/populaire contre la ZLÉA. Nul doute qu'une maximisation de la mobilisation et de ses effets supposerait une journée de grève le jour même de la manifestation anti-ZLÉA prévue le samedi 21 avril 2001 et même pour les *teach-in* prévus la journée précédente.

Nul doute non plus que plus la manifestation sera massive et plus elle se transformera en désobéissance civile, plus grande sera son impact et plus elle perçue comme le début d'une lutte prolongée contre les politiques néolibérales au Québec et au Canada. Plus la préparation de la mobilisation se transformera en un mouvement à la base comme a pu l'être la préparation de la Marche des femmes en 1995, plus aussi si les mouvements de riposte latino-américains et états-unien prennent de l'ampleur, plus le Sommet des peuples lui-même se transformera en mouvement de masse qui rejettera ou modifiera substantiellement sa plate-forme de *globalisation à visage humain* en faveur d'une plate-forme anti-impérialiste avec un plan d'action à l'avenant.

La Marche des femmes : la première mobilisation mondiale de masse

La première étape de cette mobilisation devrait être la Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté en octobre prochain. La Marche mondiale est de loin le principal mouvement mondial, sinon le seul, qui appelle à la mobilisation mondiale à la base dans 155 pays, pays impérialistes comme pays dépendants. Simplement à cause de cela, elle est à l'avant-garde de la lutte contre le globalisme de la même manière que la grande manifestation des femmes de France en novembre 1995 avait anticipé le mouvement de décembre 1995 dont les luttes sociales en France se nourrissent toujours.

On ne doit surtout pas apprécier la Marche des femmes par d'abord le contenu de ses plate-formes mondiale et nationales. Le néolibéralisme a acculé les femmes au pied du mur : enfer des maquiladoras et des zones franches, travail éreintant de la terre qui ne rapporte pas, angoisse des enfants qui ont faim, obligation de la prostitution pour ne pas crever ; soucis et soins éreintants pour les malades et les vieillards que les services publics laissent tomber, double journée épuisante entre le travail, la cuisine et la garderie, conditions de travail stressantes et démoralisantes, salaire dérisoire et heures de travail éclatées et incertaines, solitude déprimante des vieux jours, peur de l'agression et les coups de l'homme violent.

Le temps et la confiance pour dresser des plate-formes anti-impérialistes n'y sont pas. Reste toute la puissance de la rage au cœur, contenue, refoulée mais oh combien grande. Il suffit de réclamer d'en finir avec la pauvreté et la violence. La clarté subversive du message dépasse les plate-formes. Femmes et hommes, qui sont invités aux événements majeurs, se doivent d'y être. Il faudra passer le message : la lutte contre la violence et la pauvreté se continuera en

mobilisant contre le Sommet des Amériques et son projet de ZLÉA qui vise à couler dans le béton et à encore renforcer les politiques néolibérales.

Cet automne, c'est avec la Marche de femmes que la mobilisation doit commencer.